NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 1er novembre 2022

Brésil : la victoire de la gauche a-t-elle évité le pire ?

Avec 50,9 % des voix, Lula, le candidat de la gauche brésilienne, l'a emporté contre l'ex-président d'extrême droite, Jair Bolsonaro. À peine deux millions de voix séparent les deux candidats sur les 128 millions de votants, dans ce continent au sein d'un continent. Si l'on peut comprendre le soulagement d'une part importante de la population suite à la défaite de ce Trump tropical, sur le terrain social et politique, les solutions de la gauche n'annoncent rien de bon pour les milieux populaires.

Un géant aux pieds d'argile

Dans la mondialisation capitaliste, le Brésil est le premier exportateur de viande bovine et occupe une place prépondérante sur le marché du soja, du café et de bien d'autres aliments essentiels. Cela profite aux multinationales impérialistes, aux grands propriétaires terriens qui sont la base de Bolsonaro, tout en laissant les milieux populaires dans une misère croissante. Les inégalités sociales sont à leur comble.

Le tournant de la bourgeoisie brésilienne vers l'exportation agricole a détruit l'emploi industriel, ruiné les paysans pauvres, pillé l'Amazonie en dévastant la forêt la plus vaste du monde (dévastation dont les multinationales importatrices sont également responsables). Cette réserve végétale immense voit ses capacités à produire de l'oxygène décroître de façon dramatique. Or cet oxygène, on le respire au Brésil mais aussi ici : les conséquences de ces politiques touchent les populations du monde entier.

La gauche ultime rempart ?

Auprès des classes populaires, Lula reste auréolé de son passé de militant syndicaliste contre la dictature féroce des années 1980, prestige personnel qui a résisté aux mesures en faveur du patronat et à celles prises contre les travailleurs lorsqu'il était au pouvoir et aux scandales de corruption. Il veille d'ailleurs à maintenir une certaine distance avec le parti qu'il avait lui-même fondé, le Parti des travailleurs, qui est aujourd'hui fortement discrédité. Mais il se tient aussi à distance des syndicats et collectifs populaires de lutte, et il souligne sa proximité avec les milieux patronaux. Il s'est d'ailleurs allié, dans ces dernières élections, à un politicien de droite dont il a fait son vice-président pour rassurer les milieux d'affaires. Il a courtisé les milieux religieux, a clamé son opposition à l'avortement. Il n'est pas étonnant dès lors que la presse économique bourgeoise internationale ait salué sa victoire, signe espéré de stabilité.

Le programme de Lula ne parle pas des salaires, de la lutte contre la vie chère, de la lutte contre la violence des riches qui brise les militants de gauche et les peuples autochtones. Même si Lula conserve un grand prestige parmi les travailleurs les plus pauvres, l'abstention est restée élevée et, surtout, Bolsonaro a gagné plus de six millions de voix entre les deux tours. L'extrême droite milite avec le soutien ouvert des évangélistes sur le terrain et le soutien plus discret de secteurs importants de l'armée, en mobilisant tous ces nouveaux riches et apprentis fascistes. La gauche ne compte que sur les institutions, sans les mobilisations pour garantir ne serait-ce que la promesse de justice pour le plus grand nombre.

Où va le Brésil ?

Lula est certes président. Mais Bolsonaro a obtenu la première place au Parlement et au Sénat, et c'est un de ses soutiens qui est devenu gouverneur du poumon économique du Brésil, l'État de São Paulo. Le silence de Bolsonaro après sa défaite à la présidentielle laisse planer la menace d'un coup de force. Le seul atout « institutionnel » de Lula est dans le soutien que lui apporte une partie de la bourgeoisie brésilienne et, surtout, les dirigeants des grandes puissances, ce qui fait sans doute hésiter Bolsonaro. Mais cela laisse les travailleurs du Brésil sans perspectives propres, abandonnant leur sort aux mains des institutions et des dirigeants impérialistes.

Le Brésil est heureusement fort de traditions de luttes immenses du monde du travail, des paysans sans-terre. Il dispose encore aujourd'hui de milliers de militants qui pourraient rompre avec cette politique institutionnelle et reprendre le terrain des luttes et des idées révolutionnaires. Mélenchon a salué la victoire de Lula, le citant comme « un exemple à suivre ». On va y réfléchir à deux fois. Car s'il n'y a pas de mobilisations, Lula continuera d'arroser de milliards le patronat brésilien, y compris celui qui déforeste. Quant aux victimes de la famine au Brésil, elles n'obtiendront que des miettes.

Tous au PSG !

La presse vient de révéler que Kylian Mbappé touche 630 millions en trois ans… Pendant ce temps, face à la situation dramatique de l'hôpital public en France, le ministre de la Santé lâche 150 millions… avant de se raviser devant l'insulte à l'hôpital partie trop vite, et de finalement allonger 400 millions. On l'aime bien Kylian, mais il joue deux fois par semaine, pendant que nous on trime H24.

Manifestement, dans cette société, si la pédiatrie était une équipe de ligue 1, on verrait pas des enfants trouver porte close aux Urgences ou être envoyés à des centaines de kilomètres pour être soignés !



Pédiatrie : l'État préfère mettre en danger les enfants plutôt que donner les moyens de soigner

Les services d'urgences pédiatriques s'enlisent dans la crise. Gouvernement et directions d'hôpital se cachent derrière le fait que la bronchiolite serait précoce cette année… Mais elle a lieu tous les hivers, c'est pas comme si c'était pas prévisible ! Le gouvernement laisse les hospitaliers se démerder, et préfère renforcer la régulation par le 15 et mettre les enfants en danger. Aujourd'hui. En France. Au 21ème siècle.

Com' toujours : ça suffit !

Quand un scandale éclate comme celui de la pédiatrie actuellement, la réponse du gouvernement et des ministres de la Santé est toujours la même. Une enveloppe financière est débloquée (toujours insuffisante au regard des besoins financiers), des « plans blancs » activés et des réunions futures programmées. Il y a eu les enquêtes flash pour les urgences adultes cet été, il y a le volet santé du Conseil national de la refondation mis en place par Macron, il y aura les Assises de la pédiatrie en 2023. Des réunions, des miettes et des rapports mis sur des étagères : de la com'…

La grève des internes continue

Les internes ont appelé à reconduire leur grève. La raison de leur mobilisation ? Pour faire mine de remédier aux déserts médicaux, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de les obliger à faire un an supplémentaire d'internat pour exercer seuls dans les campagnes. Résultat : pas encore médecins et sous-payés. Tout pour faire des économies !

Mais ils se mobilisent aussi contre leurs conditions de travail. Ils travaillent en moyenne 58 heures par semaine, enchaînent parfois plusieurs semaines sans jours de congés. Et quand ils font grève, c'est comme pour le reste du personnel, la direction se rend compte qu'ils font tourner l'hôpital !

Leurs revendications sont celles de tout l'hôpital. D'ailleurs, dans plusieurs hôpitaux, ils rejoignent le mouvement de grève plus général des Urgences.

Nantes, Grenoble, Saint-Malo… Une vague de grèves illimitées se déclenche

Une grève illimitée a débuté il y a une semaine au CHU de Nantes, votée et suivie par tout le personnel des Urgences. Manque d'effectifs, fermeture de lits d'aval, épuisement du personnel, la situation y est catastrophique et s'aggrave de semaine en semaine. Au CHU de Grenoble, une grève illimitée a démarré le 1er novembre. À Saint-Malo, les Urgences sont en grève depuis le 2 novembre. Comme à Grenoble, ils exigent la création d'une unité d'aval de lits spécifiques pour désengorger les Urgences, de rouvrir les lits fermés cet été, et de créer des postes. L'état catastrophique des Urgences est semblable dans tout le pays. Il n'y a tout simplement pas assez de place, parce qu'ils refusent d'embaucher du personnel ! C'est une pénurie volontaire !

Le seul moyen de stopper la dégradation et de renverser la vapeur, c'est la lutte.

Macron a trouvé les hospitaliers en travers de sa Route du Rhum

Macron, attiré par tout ce qui peut lui faire un peu de publicité, a décidé de se montrer au départ de la Route du Rhum le 6 novembre. Cette compétition nautique est devenue une énorme foire commerciale, qui attire deux millions de personnes, mobilise une armée de policiers et des centaines de précaires embauchés au SMIC pour renforcer les équipes municipales. Les moyens attribués à cette foire sont à comparer avec le mépris des autorités envers les hospitaliers du secteur. Surchargés par l'afflux d'accidentés et de victimes de malaises liés à l'alcoolisation de masse dans ce genre d'évènements, ils ont lancé un préavis de grève illimitée à compter du 2 novembre pour obtenir des postes supplémentaires.

« Oui, trois Smic, trois Smic en moyenne »

Le ministre des Solidarités (!), Jean-Christophe Combe a soutenu à l'Assemblée qu'une assistante maternelle touchait trois SMIC par mois en moyenne, soit 4 000 euros ! Il s'est repris ensuite, mais il a quand même répété cette aberration plusieurs fois sans que ça ne lui pose le moindre problème. À ce stade, c'est pas de la déconnexion, c'est du mépris de classe.

Macron n'a « qu'un seul cap », nous aussi !

Lors de son interview sur France 2 le 26 octobre, Macron a alterné entre autosatisfaction, phrases creuses et menaces bien réelles contre les classes populaires. Macron laisse la population payer l'inflation en refusant d'indexer les salaires sur les prix, et redit vouloir passer l'âge de la retraire à 65 ans. La NUPES n'offre qu'une perspective électorale : la dissolution de l'Assemblée. **Nous devons nous servir de l'appel à la grève du 10 novembre pour rappeler que notre arme contre le gouvernement c'est la rue et la grève !**